

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le 22/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEDIFRAIS

6 RUE NUNGESSER ET COLI
ZAC ENTREE SUD
95500 Gonesse

Références : 2024-0397
Code AIOT : 0006514085

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement SEDIFRAIS implanté 6 RUE NUNGESSER ET COLI ZAC ENTREE SUD 95500 Gonesse. L'inspection a été annoncée le 09/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une action régionale de prévention des risques a été définie par l'Etat en anticipation des Jeux Olympiques de Paris. Une action est donc menée spécifiquement sur les tours aéroréfrigérantes. Les tours aéroréfrigérantes (TAR), lorsqu'elles sont mal exploitées, sont susceptibles d'être un vecteur de contamination de la légionellose. Dans un contexte de forte concentration de population lors des JOP dans la région, une vigilance renforcée de ces équipements peut s'avérer pertinente. L'établissement a été choisi en raison de sa proximité avec un lieu d'accueil des Jeux Olympiques de Paris.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEDIFRAIS
- 6 RUE NUNGESSER ET COLI ZAC ENTREE SUD 95500 Gonesse
- Code AIOT : 0006514085

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEDIFRAIS exploite sur la commune de Gonesse un entrepôt frigorifique de 100 000 m³ pour les magasins Franprix.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Analyse méthodique des risques (AMR) – Prise en compte de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Demande d'action corrective	1 mois
5	Plan d'entretien – justification	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Nettoyage du dévésiculeur	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Remarque
2	Réalisation de l'analyse méthodique des risques (AMR)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Remarques
4	Plan d'entretien – Présence	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1	Sans objet
6	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	Sans objet
7	Procédures	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c	Sans objet
8	Procédure > 1 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2	Sans objet
9	Analyse légionnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	Sans objet
10	Nettoyage préventif des installations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c	Sans objet
12	Rétention	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 3 non-conformités et 7 remarques pour lesquelles des actions correctives et/ou des justificatifs sont attendus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

Prescription contrôlée :

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan de formation en date du 9 octobre 2018 et rédigé par la société CAMPUS.

3 personnes de l'établissement SEDIFRAIS sont formées (le responsable et les techniciens de maintenance). Il est noté qu'ils ont été formés le 22 avril 2024 et la précédente formation avait eu lieu le 7 novembre 2018. La formation comprenait les notions suivantes :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement et moyens de surveillance) ;
- les dispositions des arrêtés ministériels.

Les prélèvements d'eau sont réalisés par la société CAPSYS. 6 personnes ont été formées le janvier 2020.

La société ODYSSEE ENVIRONNEMENT intervient sur les tours aéroréfrigérantes (TAR). 2 personnes sont

formées et leurs dernières formations date du 20 mars 2024.

Les TAR sont reliées chacune à un groupe froid. Ces groupes froids contiennent de l'ammoniac qui ne rentre pas en contact direct avec l'eau des TAR. En effet, le transfert de froid a lieu au niveau des échangeurs sans contact direct.

Les 3 personnes formées pour les problématiques légionelloses sont également formées aux risques ammoniac. La prochaine formation aura lieu le 21 et 22 mai 2024.

L'exploitant présente à l'inspection un document attestant la désignation d'une personne référente pour les TAR, en date du 27 août 2019. Il n'est pas précisé qui est le remplaçant en cas d'absence.

Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Remarque n°1 : La formation « Ammoniac » ayant lieu le 21 et 22 mai 2024, il est demandé à l'exploitant de transmettre l'attestation de formation.

Remarque n°2 : Le délai de renouvellement des formations du personnel de l'entreprise sur la légionellose, ne respecte pas le délai de renouvellement minimal de 5 ans fixés par l'article 23 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013. L'exploitant doit veiller à respecter ce délai.

Remarque n°3 : Il conviendrait que l'exploitant rajoute dans son attestation désignant un responsable TAR, une autre personne en cas d'absence de celui-ci.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation de l'analyse méthodique des risques (AMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

Prescription contrôlée :

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...]

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel le 23 avril 2024, l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) rédigée par la société SEDIFRAIS et mise à jour le 19 avril 2024.

Dans l'AMR, il est indiqué que les précédents rapports n'ont pas été retrouvés. « Le rapport de la dernière analyse méthodique des risques n'a pas été localisé. Ce rapport est donc établi sans historique ou base de départ. »

Lors de l'inspection, l'exploitant a informé que l'AMR n'a pas été renouvelée depuis 2020 puisqu'ils n'ont pas relevé de problématique et n'ont pas réalisé de modification sur l'installation.

Il est rappelé que l'établissement est soumis à enregistrement et par conséquent l'AMR doit être a minima renouvelée tous les ans.

De plus, l'exploitant informe l'inspecteur que le traitement proposé par la société ODYSSEE ENVIRONNEMENT a évolué afin d'améliorer le traitement. **Il est rappelé à l'exploitant que le renouvellement de l'AMR doit également être réalisé lors d'un changement de stratégie de traitement.**

L'inspection, à l'aide de l'outil GIDAF, a constaté que :

- en août 2022, l'analyse indiquait 1000 UFC/L de légionelle sur la TAR n°3,
- en mars 2021, l'analyse indiquait 5000 UFC/L de légionelle sur la TAR n°3,
- en mars 2020, l'analyse indiquait 3100 UFC/L de légionelle sur la TAR n°1.

Ces dépassements ne rentrent pas dans le cadre des obligations de renouvellement de l'AMR en dehors du renouvellement annuel. Cependant, ces dépassements amènent l'exploitant à se questionner sur les causes et conséquences de ces dépassements. Ainsi, il peut être amené lors de la date de la révision de l'AMR, à réévaluer les risques, l'évolution du traitement...

En avril 2022, une fuite d'ammoniac avait conduit à l'arrêt des TAR. Cet incident n'a pas été indiqué et évalué dans l'AMR. **Cet incident ne rentre pas dans le cadre des obligations de renouvellement de l'AMR mais fait partie des risques maintenant connus qui peuvent engendrer l'arrêt des TAR.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Remarque n°4 : Le délai du renouvellement de l'AMR doit être réalisé a minima tous les ans. L'exploitant doit veiller à respecter ce délai. Afin d'assurer ce renouvellement, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un registre qui identifie les incidents marquants ainsi que leurs mesures correctives sur l'ensemble de l'installation (tours aéroréfrigérants et groupes froids). Ce registre sera utilisé lors de la date du renouvellement de l'AMR afin d'amener l'exploitant à réévaluer les risques, le traitement... si cela est nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Analyse méthodique des risques (AMR) – Prise en compte de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

Prescription contrôlée :

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel le 23 avril 2024, l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) rédigée par la société ODYSSEE ENVIRONNEMENT et mise à jour le 19 avril 2024.

L'AMR ne contient pas de schéma de principe de l'installation. L'AMR ne dispose pas non plus de la localisation des différents points de rejets et prélèvements.

Ces points ne sont pas conformes.

L'AMR indique la présence de 3 TAR sur le site, d'une puissance de 1812 kW. Elles fonctionnent tout le temps sauf en cas de panne. Chaque TAR possède des dévésiculeurs.

L'eau d'appoint provient du réseau d'eau de la ville et passe dans un adoucisseur. L'installation ne possède pas de bras mort.

Les traitements préventifs utilisés sont l'ODYREF A56 (Anticorrosion bio-dispersant) et l'ODYCIDE O 372 (Biocide non-oxydants).

L'AMR indique la présence d'ammoniac mais ne précise pas la raison et le lieu de sa présence. L'exploitant, lors de l'inspection, a précisé que l'ammoniac n'était présent que dans les groupes de froids et n'entre pas en contact avec les TAR. Il y a 3 groupes froids avec 300 kg d'ammoniac. Chaque TAR est reliée à un groupe froid. Elles fonctionnent indépendamment.

Le fonctionnement de l'installation nécessite d'être approfondi dans l'AMR. Il manque notamment des informations sur le lien entre les TAR et les groupes froids ainsi que des informations sur la présence d'ammoniac (modalité de fonctionnement).

Des axes de progrès/actions sont indiqués dans l'AMR. 8 actions sur 12 ont été réalisées dont 2 actions

prioritaires, 6 actions importantes et 4 axes de progrès.

Trois des axes de progrès n'ont pas été suivis (sans obligation réglementaire). Leurs échéanciers étaient en 2020. Ces actions sont :

- Action n°6 : « Étudier la mise en place d'une mesure de température et d'un suivi renforcé lorsque la température dépasse 30°C seuil » afin de réduire le risque de prolifération,
- Action n°10 : « Réaliser un suivi hebdomadaire de la teneur en chlore libre » dans l'eau afin de diminuer le risque de corrosion.
- Action n°12 : « Étudier la mise en place d'une filtration en dérivation des tours » afin de diminuer l'apport de matières organiques dans les TAR pouvant augmenter le risque de proliférations.

Pour l'action n°6, l'exploitant n'a pas su expliquer la raison et à quel niveau l'eau d'une température de 36°C circulait dans les TAR. L'AMR indique qu'«Un suivi particulier du traitement préventif des eaux et des indicateurs de bon fonctionnement doit être assuré lorsque la température de l'eau en circulation dépasse la valeur de 30°C dans une installation. » afin d'éviter un risque de prolifération.

Des actions ont été menées depuis 2020 mais l'exploitant n'a pas suivi 3 des recommandations et n'a pas justifié l'incapacité de leurs réalisations techniques ou financières.

Dans l'AMR, l'analyse des risques a été réalisée et prend en compte de nombreux paramètres tels que :

- l'implantation et l'aménagement (prise d'air à proximité, l'accessibilité, accès sécurisé...),
- l'environnement immédiat (maison de retraite, station biologique...),
- la conception des installations (matériaux, températures, dévésiculeurs...),
- la surveillance de l'exploitation (formation, information des intervenants à proximité des installations...),
- les modalités de gestion et d'exploitation des installations (qualité de l'eau d'appoint, différentes conditions de fonctionnement, traitements, suivi vitesse corrosion, biofilm, indicateur microbiologique...),
- le carnet de suivi (quantité de produit, volume d'eau, actions préventives, période d'arrêt complets ou partiels...),
- la protection du personnel (équipement individuel, zone obligation de port du masque définie...),
- les analyses *Legionella pneumophila* (point de prélèvement, laboratoire, résultats...),
- les actions précédemment menées en cas de prolifération,
- l'électricité (contrôle par rapport aux règles en vigueur),
- le bruit (mesure).

« Pour chaque élément, la gravité et l'occurrence sont notées de 1 à 5. L'évaluation du risque est obtenue en multipliant la gravité par l'occurrence. Une note de 25 représente un risque maximal. » Le risque le plus élevé, soit 10, serait l'air chargé en matière organique dont une action a été étudiée et n'a pas encore été suivie.

En avril 2022, une fuite d'ammoniac avait eu lieu dans l'établissement. L'exploitant précise que lors de ce type d'incident, l'ensemble de l'installation (TAR et groupes froids) est mis à l'arrêt. Donc cela avait conduit à l'arrêt des TAR. Cet incident n'apparaît pas dans l'analyse des risques.

L'analyse des risques prend en compte de nombreux paramètres techniques, environnementaux et actions humaines, cependant l'exploitant n'inclut pas le risque de fuite d'ammoniac. Ce type d'incident a un impact indirect sur les TAR car il enclenche l'arrêt en urgence des TAR.

Non conformité n°1 : L'analyse méthodique des risques (AMR) n'est pas conforme à l'article 26.I.1.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013. En effet, l'AMR ne comprend pas de schéma de principe de l'installation. Il est demandé à l'exploitant d'y remédier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Remarque n°5 : Dans l'analyse méthodique des risques (AMR), le lien entre les TAR et les groupes froids sont manquants. De plus, il est fait mention de la présence d'ammoniac sans préciser son utilité et sa localisation dans l'installation (comprenant les TAR et les groupes froids). Il est ainsi demandé à l'exploitant d'approfondir les modalités de fonctionnement de l'installation dans l'AMR.

Remarque n°6 : L'analyse méthodique des risques (AMR) n'évalue pas le risque de fuite d'ammoniac sur l'installation notamment suite à l'incident en avril 2022. Ce type d'incident entraînant l'arrêt des TAR et donc l'augmentation du risque de la prolifération de la Légionelle, l'inspection demande à l'exploitant d'inclure le risque de fuite d'ammoniac dans l'évaluation des risques.

Remarque n°7 : Dans l'analyse méthodique des risques (AMR), trois recommandations n'ont pas été suivies. Il est demandé à l'exploitant de suivre les préconisations ou de justifier leurs non-faisabilités techniques ou financières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Plan d'entretien – Présence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : Sur la base de l'AMR sont définis : [...] – un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; [...] Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.
Constats : L'exploitant a transmis le 23 avril 2024, la « Stratégie de traitement d'eau » (pas de date indiquée) rédigée par la société ODYSSEE ENVIRONNEMENT. Ce document comprend un plan d'entretien. Le plan comprend une stratégie de traitement. Deux produits sont utilisés en continu : l'ODYREF A 56 (anticorrosion, anti tartre) et l'ODYCIDE O 372. La composition, son effet, la quantité des produits ainsi que les produits de décomposition sont indiqués. Il est indiqué que le lieu d'injection est au niveau de l'appoint des TAR. En effet, lors de l'inspection, dans la salle des machines, les produits et l'adoucisseur étaient présents et les produits étaient injectés lors de l'apport en eau. Un compteur d'eau est présent pour chaque TAR. Dans la chaufferie, différents carnets de suivi étaient présents notamment concernant la consommation d'eau, les produits et les indicateurs chimiques... La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan d'entretien – justification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible. Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés. Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des <i>Legionella pneumophila</i> par la réalisation d'analyses hebdomadaires en <i>Legionella pneumophila</i> , a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.
Constats : L'exploitant utilise un biocide non-oxydant l'ODYCIDE O 372. L'exploitant n'a pas fourni de justificatif pour son utilisation. Il suppose que son utilisation est due la détérioration des TAR par la corrosion qui serait amplifiée par l'utilisation d'un biocide oxydant. Ce point n'est pas conforme. Les produits de décomposition sont détaillés dans le document de « Stratégie de traitement d'eau » (pas de date indiquée) rédigé par la société ODYSSEE ENVIRONNEMENT. Ce point est conforme. Lors de la visite, dans la salle des machines et à proximité des produits chimiques, des Fiches de Données de Sécurité (FDS) sont affichées : l'ODYZYME NSI, l'ODYREF A 56 et l'ODYCIDE O 372. Ce point est conforme. Non conformité n°2 : L'exploitant ne possède pas de justificatif concernant l'utilisation de biocide non oxydant en traitement préventif contrairement à l'article 26.I.2 de l'arrêté ministériel en date du 14 décembre 2013.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : <p>Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.</p> <p>Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.</p> <p>L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis le 23 avril 2024, par courriel, la Stratégie de traitement d'eau (pas de date indiquée) rédigée par la société ODYSSEE. Ce document comprend un plan de surveillance.</p> <p>Le plan de surveillance est composé des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Échantillon (TAR ou eau de ville),- Paramètre à suivre (TH, Legionella Pneumophila, MES, Conductivité, MES, Fer, Brome libre, ODYCIDE0372),- Périodicité (annuelle ou mensuelle),- Valeur cible,- Valeur d'alerte,- Valeur d'action,- Mesure corrective (chimique et machine...). <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a démontré qu'il suivait et traçait ces paramètres. Il a présenté, dans la salle des machines, le carnet de suivi.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Procédures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.1.1.c
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">– procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;– procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :– suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;– en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;– en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;– suite à un arrêt prolongé complet ;– suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ;– autres cas de figure propre à l'installation. <p>Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 3 TAR fonctionnent en continu. Ces TAR permettent chacune d'alimenter des groupes froids. L'utilisation des TAR ne dépend pas de la saison.</p> <p>Au vu du fonctionnement de ces TAR, l'inspection a demandé à l'exploitant de fournir les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Procédure d'arrêt immédiat de la dispersion dans des conditions compatibles avec la sécurité du site ou de l'outil de production,- Procédure de gestion de l'installation suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours,- Procédure de gestion pendant la période d'arrêt et pour le redémarrage en cas d'arrêt prolongé complet. <p>L'exploitant a transmis par courriel le 23 avril 2024 et lors de l'inspection l'intégralité des procédures demandées.</p> <p>Les procédures de gestion précisent les différents cas de figures d'actions à effectuer en fonction de la raison de l'arrêt.</p> <p>L'ensemble de ces points sont conformes.</p> <p>La procédure d'arrêt immédiat de la dispersion est en cours de réalisation. Le lieu et les actions pour arrêter en urgence l'installation (TAR et groupes froids) sont indiqués. Cependant, il n'est pas indiqué les raisons pour lesquelles l'installation est arrêtée en urgence. Par exemple, l'exploitant a utilisé cette procédure pour arrêter l'installation lors de la fuite d'ammoniac en 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Procédure > 1 000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

Prescription contrôlée :

2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration mesurée en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L

a) Cas de dépassement ponctuel :

En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

b) Cas de dépassements multiples consécutifs :

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, par télécopie et par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive, met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

c) Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel le 23 avril 2024, la procédure en cas de dépassement des valeurs seuils de concentration en légionelles. Elle est complète et décrit les traitements préventifs.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Analyse légionelle de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

Prescription contrôlée :

Le laboratoire, chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) répond aux conditions suivantes :

- le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ;
- le laboratoire rend ses résultats sous accréditation.

Les résultats sont présentés selon la norme NF T90-431 (version 2020) ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).

L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en *Legionella pneumophila* ou en *Legionella species* supérieures ou égales à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.

Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :

- coordonnées de l'installation ;
- date, heure de prélèvement, température de l'eau ;
- date et heure de réception de l'échantillon ;
- date et heure de début de l'analyse.
- nom du préleveur ;
- référence et localisation des points de prélèvement ;
- aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ;
- pH, conductivité et turbidité de l'eau mesurés au lieu du prélèvement ;
- nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ;
- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés.

Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.

L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informerait des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si :

- le résultat provisoire confirmés ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 UFC/L ;
- le résultat provisoire confirmés ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de *Legionella pneumophila* en raison de la présence d'une flore interférente.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses supplémentaires, y compris en déclenchant un contrôle de façon inopinée, ainsi que l'identification génomique des souches prélevées dans l'installation par le Centre national de référence des légionelles (CNR de Lyon).

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a fourni les rapports des analyses réalisées sur les TAR en date du 03 avril 2024, rédigé par la société CAPSIS.

Le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC).

Les rapports d'analyse fournissent l'ensemble des informations nécessaires.

L'exploitant a fourni par courriel le 25 avril 2024, une attestation rédigée par la société CAPSIS en date du 03 janvier 2024 indiquant notamment que :

- Les résultats provisoires confirmés en cas de dépassement de seuil (supérieur à 1 000 UFC/l ou résultat inexploitable) sont communiqués avant les résultats définitifs,
- En cas de résultat supérieur à 100 000 UFC/l (pour les analyses d'eaux de tours aéro-réfrigérantes), les souches sont conservées pendant 3 mois.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Nettoyage préventif des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

Prescription contrôlée :

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.

Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.

Constats :

Le dernier nettoyage préventif des TAR et des dévésiculeurs a eu lieu les 10, 11 et 12 mai 2023. L'exploitant a fourni lors de l'inspection le rapport d'intervention. L'intervention a été réalisée par la société DEAUDAIR.

L'intervention a été réalisée avec l'arrêt de la dispersion et une pré-désinfection avant le nettoyage mécanique. Cette pré-désinfection est nécessaire afin de réduire le risque de contamination lors de nettoyage notamment au jet d'eau.

Un contrôle visuel de l'état des TAR a été réalisé.

L'exploitant a présenté un courriel confirmant que la prochaine désinfection aura lieu le mardi 4 juin au jeudi 6 juin 2024 par la société ODYSSEE ENVIRONNEMENT.

Ces différents point sont conformes.

Lors de l'inspection, seule la TAR n°2 fonctionnait. Les points de prélèvements sont indiqués sur les trois TAR. Aucune bruite d'eau n'a été perçue. Les TAR sont en bon état apparent.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Nettoyage du dévésiculeur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : <p>La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet.</p> <p>Pour tout dévésiculeur installé à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.</p> <p>[...] article 26.I.2</p> <p>Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant s'assure auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini à l'article 12.</p>
Constats : <p>Le dernier nettoyage préventif des TAR et des dévésiculeurs a eu lieu les 10, 11 et 12 mai 2023. L'exploitant a fourni lors de l'inspection le rapport d'intervention. L'intervention a été réalisée par la société DEAUDAIR. Un contrôle a été réalisé sur les dévésiculeurs :</p> <ul style="list-style-type: none">- TAR n°1 : état moyen,- TAR n°2 : état moyen et commence à se détériorer,- TAR n°3 : bon état. <p>L'exploitant a présenté un courriel confirmant que la prochaine désinfection aura lieu le mardi 4 juin au jeudi 6 juin 2024 par la société ODYSSEE ENVIRONNEMENT.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence des dévésiculeurs sur les trois TAR. Cependant, l'exploitant n'a pas en sa possession de document attestant du bon fonctionnement des dévésiculeurs. Ce dernier point n'est pas conforme.</p> <p>Non conformité n° 3 : L'exploitant ne possède pas de certificat attestant la présence et l'efficacité du dévésiculeur contrairement à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection, dans la salle des machines, l'ODYCIDE O 372 et l'ODYREF A 56 sont sur rétention. L'ensemble des produits inspectés sont étiquetés.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite